

# FAUT-IL DÉSESPÉRER DE LA GESTION DES EXÉCUTIFS DES WILAYAS ?

## Le wali de Béchar dans tous ses états

«**La police est en train d’entraver mon programme de travail.**» Ces propos, d'une extrême gravité, ont été tenus en février dernier par le wali de Béchar, Azzedine Mecheri, à notre collègue Liès Mourad (Cf le Soir d'Algérie du 7 février 2009). Ils n'ont pas été démentis depuis par l'intéressé. Ces accusations publiques sont peu communes pour ne pas y revenir, d'autant plus que le gouvernement (il est vrai peu porté sur la transparence) est resté silencieux à ce sujet, du moins publiquement.

Mais les déclarations faites au même journaliste ne s'arrêtent pas là. Et c'est le wali lui-même qui donne ces explications et fait une partie de la lumière sur «l'anguille sur roche» : «Je veux que l'enquête sur les travaux de l'oued soit suspendue. Qu'elle se poursuive sur les autres projets, cela ne me regarde pas» ! Le vœu exprimé par ce wali a le mérite d'être clair : l'enquête que mène la police judiciaire — police qui est sous la tutelle de la justice — sur les conditions de gestion des travaux de l'oued de Béchar, doit être interrompue. Mais à ce niveau-là, du moins au regard de la loi, les désirs du wali de Béchar ne sont pas des ordres. La suite des propos du wali est révélatrice de ses préoccupations : «Je ne suis pas contre l'enquête dans sa globalité, mais je veux qu'elle soit arrêtée en ce qui concerne l'oued. Je suis de près l'opération qui a eu lieu sur ce site. J'ai personnellement ordonné au directeur de l'hydraulique par intérim de lancer en urgence ces travaux pour éviter la propagation de maladies.» Ce qui signifie à ce stade que les travaux ont été attribués dans l'urgence à une ou plusieurs entreprises, sans passer par la commission de wilaya des marchés publics !

**Le gré à gré refait surface**  
Et le wali, toujours lors du même entretien avec le correspondant local du *Soir*

d'Algérie, de confirmer les modalités de cette passation, et mieux encore, d'impliquer son ministre de tutelle dans la décision : «J'ai aussi autorisé ce responsable (NDLR : le directeur de l'hydraulique par intérim) à attribuer les marchés concernant ce site par la formule de gré à gré, pour aller plus vite, conformément aux instructions de monsieur le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, lors de sa visite d'inspection après les inondations du mois d'octobre.» Ce serait donc le ministre de tutelle qui aurait sommé le wali de Béchar de ne pas s'encombrer d'une passation de marchés en bonne et due forme. Il faut préciser que le code des marchés publics autorise l'attribution de marchés publics par la formule de gré à gré, à titre exceptionnel. A ce sujet, le décret présidentiel n°02-250 du 24 juillet 2002, portant réglementation des marchés publics, précise dans son article 22 que «le gré à gré est la procédure d'attribution d'un marché à un partenaire cocontractant sans appel formel à la concurrence. Le gré à gré peut revêtir la forme d'un gré à gré simple ou la forme d'un gré à gré après consultation : cette consultation est organisée par tous moyens écrits appropriés sans autre formalité. La procédure du gré à gré simple est une règle de passation de contrat

exceptionnelle, qui ne peut être retenue que dans les cas énumérés à l'article 37 du présent décret.» Dans ce dernier article, il est écrit que le service contractant (NDLR : la direction de l'hydraulique de Béchar en l'occurrence) a recours au gré à gré simple, notamment «dans les cas d'urgence impérieuse motivée par un danger imminent que court un bien ou un investissement déjà matérialisé sur le terrain et qui ne peut s'accommoder des délais de l'appel d'offres, à condition que les circonstances à l'origine de cette urgence n'aient pu être prévues par le service contractant et n'aient pas été le résultat de manœuvres dilatoires de sa part...».

**Les moustiques de l'urgence**  
Mais dans le cas des travaux au niveau de l'oued de Béchar, est-ce qu'il y avait réellement urgence — un danger imminent par exemple —, et donc nécessité de recourir au gré à gré ? La réponse à cette question est dans la suite des propos du wali : «Les 18 entreprises engagées dans les travaux de l'oued sont qualifiées et je défie quiconque de me prouver le contraire. Elles seront payées selon les coûts normatifs, comme cela se fait à travers le pays. Le suivi des tra-

vaux est assuré par un bureau d'études compétent. Je veux que les riverains de l'oued passent cet été sans odeurs nauséabondes et sans moustiques. L'enquête doit s'arrêter et elle s'arrêtera. Je l'ai signifié au responsable de la Sûreté par écrit. Il ne faut pas oublier que la ville de Béchar a été déclarée sinistrée par le gouvernement.» Le lecteur aura noté que le wali de Béchar a évoqué, à propos de l'oued, tour à tour la notion de «propagation de maladies», puis celle d'odeurs nauséabondes et de moustiques, ce qui est le lot, malheureusement, de la majorité des wilayas du pays. Doivent-elles pour autant toutes recourir au gré à gré pour le même type de travaux ? Le wali de Béchar eût été plus convaincant et en conformité avec l'esprit et la lettre du code des marchés publics, si l'urgence des travaux était motivée par des risques de crues de l'oued de Béchar, et des inondations que cela entraînerait. Ce qui n'est pas le cas : l'urgence n'y est pas et les entreprises «choisies» sont contestées. Mais pourquoi le wali de Béchar a-t-il peur de l'enquête de la police judiciaire ? Près de 3 semaines après les déclarations du wali, et après la remise du rapport d'enquête de la police judiciaire, plusieurs personnes — dont des fonctionnaires de l'hydraulique, des entrepreneurs et des membres de la commission de wilaya

**3° PARTIE**  
des marchés publics (commission présidée par le secrétaire général de la wilaya) — ont été mises sous mandat de dépôt ou sous contrôle judiciaire, d'autres accusées seraient en fuite. Les accusations suivantes ont été retenues : influence d'agent de l'Etat par usage de corruption, abus de pouvoir, transgression de la réglementation, obtention de gains illicites par personnes interposées, détournement de deniers publics, faux et usage de faux, concussion et usage abusif de la fonction. Il faut signaler que la police judiciaire a aussi mené son enquête sur des travaux réalisés avant les dernières intempéries. Les ministères de l'Intérieur et des Ressources en eau auraient dépêchés sur place des inspections internes. Cette affaire — qui est loin d'avoir tout livré — illustre on ne peut mieux les très graves problèmes de gestion et les dysfonctionnements qui existent dans presque toutes les wilayas : Béchar en est seulement le cas le plus récent du fait, il est important de le souligner, que la presse en ait parlé. Les très graves et condamnables propos du wali ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le... vase. S'est-il senti protégé en haut lieu pour se permettre pareille déclaration ?

Djilali Hadjadj

## VEUT-ON ENTERRER LES AFFAIRES JUDICIAIRES DES EX-WALIS D'EL-TARF ET BLIDA ?

### Privilège de juridiction et justice de privilégiés

Où en sont les poursuites judiciaires contre les ex-walis de Blida et El-Tarf, alors que les faits sont accablants ? Il y a trop de lenteurs au niveau de la Cour suprême, juridiction «privilegiée» pour les commis de l'Etat. La Cour suprême, qui manifestement fait traîner les choses — aggravant son discrédit auprès de l'opinion publique — est en train de devenir un obstacle à la lutte contre la corruption de hauts fonctionnaires. Pour ces derniers, on passerait ainsi du privilège de juridiction (\*) dont ils bénéficient, à une justice de privilégiés de la République et de «protégés» des puissants du moment. Et que le ministre de la Justice ne vienne pas encore nous parler de... réformes ! Pour rappel, l'ex-wali de Blida — Bouricha Mohamed — a été limogé en mai 2005 : il était en poste dans cette wilaya depuis août 1999. Il est accusé de dilapidation de deniers publics, d'établissement de faux contrats, de violation du code des marchés publics, de corruption, d'escroquerie, de surfacturations et de détournements divers. Il avait été mis sous contrôle judiciaire, puis le magistrat conseiller près la Cour suprême, chargé de l'instruction du dossier avait ordonné en juin 2008 — contre toute attente, la levée de ce contrôle ! Quant à l'ex-wali d'El-Tarf, Djilali Arar, incarcéré en décembre 2006 et libéré («pour raisons de santé») en mars 2008 — placé sous contrôle judiciaire depuis, il est accusé de détournement et de dilapidation de deniers publics, de corruption, d'enrichissement illicite, de subornation de fonctionnaires, de passation de marchés douteux, de faux et usage de faux, etc. Il a été wali d'El-Tarf

d'août 2001 à octobre 2006, 5 longues années ! Il faut noter la situation particulière qui prévaut au niveau de la direction de l'éducation de la wilaya d'El-Tarf, qui ne cesse d'être éclaboussée par des scandales à répétition : elle est à assainir de toute urgence. Il faut par ailleurs préciser que plusieurs collaborateurs de ces ex-walis et des fonctionnaires de l'exécutif, impliqués dans ces mêmes affaires, ont soit déjà été jugés, reconnus coupables et condamnés, soit sont toujours poursuivis en justice. Ces deux ex-walis — si par miracle la justice faisait son travail et qu'ils étaient reconnus coupables des très lourdes accusations qui pèsent sur eux — sont passibles de 10 à 20 années de prison, selon l'article 48 (\*\*) de la loi du 20 février 2006 de prévention et de lutte contre la corruption, au titre des «circonstances aggravantes».

D. H.

(\*) **Le privilège de juridiction est le droit donné à certaines personnes de comparaître devant une juridiction autre que celle à laquelle les règles du droit commun procédural attribuent compétence.**  
(\*\*) «Si l'auteur d'une ou de plusieurs infractions prévues par la présente loi est magistrat, fonctionnaire exerçant une fonction supérieure de l'Etat, officier public, membre de l'organe, officier, agent de la police judiciaire ou ayant des prérogatives de police judiciaire ou greffier, il encourt une peine d'emprisonnement de 10 à 20 ans assortie de la même amende prévue pour l'infraction commise.»

**«FAUT-IL DÉSESPÉRER DE LA GESTION DES EXÉCUTIFS DES WILAYAS ?»**  
**La 4<sup>e</sup> et dernière partie dans le «Soir Corruption» du 13 avril 2009**  
Nous reprendrons la publication de la série «Faut-il désespérer de la gestion des exécutifs des wilayas ?» — 4<sup>e</sup> et dernière partie — dans le «Soir Corruption» du lundi 13 avril 2009.  
L'édition du lundi 6 avril sera consacrée au bilan du 2<sup>e</sup> mandat du président Bouteflika en matière de lutte contre la corruption.

## POINT DE VUE ..... Un défenseur anonyme des contrôleurs financiers de wilaya

Nous avons reçu, via Internet, ce point de vue d'un lecteur anonyme

«Tout en remerciant Monsieur Djilali Hadjadj pour l'analyse de proximité du dossier portant sur un thème aussi sensible, voire tabou, en l'occurrence la dérive des institutions publiques censées incarner certaines valeurs. Le constat de «déliquescence et criminalisation de l'Etat» qui transparait à travers le titre de cette étude semble ne pas opérer le discernement nécessaire pour éviter l'amalgame susceptible de rendre plus opaque et brouiller la responsabilité des uns et des autres. En effet, la lecture d'un passage de votre article publié le 16 mars 2009 n'a pas manqué d'attirer mon attention et notamment celui relatif au contrôleur financier. Permettez-moi de citer ce passage pour lequel je ne partage pas du tout le point de vue de l'auteur, et qui est le suivant : «Il faut aussi signaler le pouvoir exorbitant du contrôleur financier de wilaya et des conséquences désastreuses occasionnées quand il y a abus de ce pouvoir.» Par souci de vérité et d'éthique à l'égard de ces commis de l'Etat qui peuvent ne pas être tous au-dessus de tous soupçons, permettez-moi de vous rappeler que les prérogatives des contrôleurs financiers en matière de dépenses publiques sont strictement réglementées d'autant plus d'ailleurs que le talon d'Achille de ce corps de fonctionnaires réside dans le mode de nomination. Ainsi, il est nommé par simple arrêté du ministre des Finances alors qu'un secrétaire général de commune ou de daïra est

nommé par décret présidentiel et cette position statutaire n'est pas faite pour assurer la stabilité de sa carrière. De plus, il ne dispose pas du droit pour s'immiscer dans l'opportunité de la dépense publique qui demeure du ressort exclusif du gestionnaire. En outre, son refus de visa peut donner lieu à un passer outre de la part du gestionnaire concerné. Enfin, son rôle était surtout décrit en matière de marchés publics lorsqu'il disposait de la double casquette (membre de la commission des marchés et contrôleur financier) et une telle situation a été levée par la réglementation des marchés publics en vigueur depuis le 24 juillet 2002, puisque l'instauration du visa global aura fait que le visa délivré par la commission s'impose à lui, au trésorier de wilaya et au service contractant. Dès lors, les textes actuels régissant les activités du contrôle financier ne lui confèrent pas de prérogatives susceptibles de lui permettre l'exercice d'un contrôle fiable et efficace pour la simple raison que sa création et ses attributions demeurent du ressort des pouvoirs publics dépensiers. En conséquence, il résulte de ce qui précède que les pouvoirs exorbitants attribués à cet organe de contrôle demeurent une vue de l'esprit sans ancrage réglementaire et permet à celui-ci d'être le bouc émissaire de la gabegie des deniers publics. Bon courage et bonne continuation à cette rubrique.»

### Commentaire du Soir Corruption

A propos du passage de notre article cité par ce lecteur — relatif au «pouvoir exorbitant du contrôleur financier de wilaya» —, nous signons et nous persistons, ne serait-ce que par rapport à son pouvoir de visa — qu'il l'accorde, ou qu'il refuse, ou surtout qu'il fait temporiser — pour le paiement des opérations liées aux marchés publics : nous avons à cet effet collecté, recoupé et vérifié nombre de témoignages de fonctionnaires, d'entrepreneurs et de chefs de bureaux d'études sur les énormes difficultés de toutes sortes pour l'obtention de ce visa. Il arrive souvent que l'obtention de ce visa donne lieu à des tractations occultes. Si des enquêtes sérieuses devaient être menées sur la gestion des contrôleurs financiers de wilaya, une majorité d'entre eux serait passible des tribunaux. L'argument du mode et du niveau de nomination administrative de ces fonctionnaires, soulevé par ce lecteur, n'est pas recevable : ce n'est pas une nomination par décret présidentiel — au-delà des privilèges qu'elle octroie — qui limiterait la corruption de ces fonctionnaires. La responsabilité du gouvernement et du ministère des Finances en particulier est entière quant à l'encadrement et au contrôle de ce corps de contrôleurs. Comment expliquer que certains de ces contrôleurs soient en poste dans la même wilaya pendant plus de 10 ans ? Et l'affaire récente du contrôleur financier de la wilaya de Boumerdès ? Pour rappel, en mars 2008, 3 fonctionnaires de la wilaya de Boumerdès avaient été placés en détention provisoire : le directeur de l'action sociale, le contrôleur financier et le délégué de la garde communale. Ils avaient été pris en flagrant délit de corruption, suite à une plainte d'un commerçant. Est-ce que ce scandale est une vue de l'esprit ?

D. H.